

LE PRÉSIDENT DU COMITÉ DE RAPATRIEMENT DÉCRIT L'ORGANISATION DES TRAVAUX DE RETABLISSEMENT

[Suite de la page 1.]

la rue, dans les tramways, chez vous même, de la tribune et de partout vient la même question qui consiste à demander si le gouvernement ou les gouvernements de ce pays ont préparé les plans nécessaires pour prendre en main et résoudre les nouveaux problèmes que nous avons devant nous. Et c'est la question que je me propose de discuter quelque temps avec vous aujourd'hui.

Je présume, monsieur le président, qu'il serait tout à fait déplacé pour moi de parler de politique à cette assemblée, mais je veux néanmoins dire deux ou trois mots en aparté et je compte cependant ne pas manquer aux règlements de votre club. On s'interroge aussi beaucoup ces jours-ci au sujet de ce qui va se passer à Ottawa. Des rumeurs courent un peu partout disant que de profondes dissensions existent à Ottawa, que, dans le cabinet, des divergences très étendues existent et semblent indiquer qu'il y aura bientôt une rupture qui nous conduirait aux élections générales dans le pays. Or, je veux vous dire—et je crois être bien placé pour le savoir—comme je crois que le peuple du Canada a le droit de savoir c'est qu'en autant que je suis capable de juger il n'y a pas la plus petite indication d'une rupture à Ottawa, ni maintenant ni plus tard. Nous avons assumé notre nouvelle tâche comme nous avions accepté l'ancienne. Nous comprenons les dangers et les difficultés auxquels la nation doit faire face. Nous comprenons que nous avons devant nous une tâche gigantesque et je crois pouvoir dire qu'il n'y a pas un seul membre de ce gouvernement qui ne soit persuadé qu'il serait criminel de forcer notre peuple à une élection générale pendant les quelques mois suivants. Non, il y aurait trop à risquer. Les problèmes, les problèmes immédiats que nous avons à résoudre ont trop d'importance pour que nous fassions maintenant un jeu politique. Je dis qu'il est trop importants et je puis vous assurer que, du moins en ce qui concerne le gouvernement, il n'existe pas en ce moment la moindre tendance vers le jeu de la politique. Nous nous proposons de continuer jusqu'à ce que tous les hommes soient revenus du front, c'est-à-dire, du moment que le parlement nous le permettra. Vous devez comprendre que le gouvernement doit continuer à garder la confiance de la majorité du parlement mais, en tant que ses membres eux-mêmes sont intéressés, ils se proposent de continuer le travail. Dans mon opinion, il ne devrait pas y avoir d'élections dans ce pays tant que tous les soldats ne seront pas revenus du front. Assurément, si jamais des hommes ont gagné le droit d'exercer tous leurs droits de citoyens ce sont bien ceux qui ont fait leur devoir au front pendant ces trois ou quatre dernières années. Il ne serait pas juste de faire un appel au peuple de ce pays avant que ces hommes soient de retour et qu'ils aient l'avantage de prendre part à cette élection, avant qu'ils aient pu se rendre compte des conditions existantes et de la situation afin qu'ils prennent leur part dans l'établissement du gouvernement auquel ils jugeront prudent de confier les affaires du pays.

Permettez-moi de dire un mot ou deux sur ce terme qu'on a tant entendu, le mot "reconstruction". Ce mot implique bien des choses. Il veut dire davantage dans d'autres pays que le nôtre. Aujourd'hui, le terme reconstruction est gros de signification. Il comporte l'idée qu'un désastre s'est produit, qu'il y a eu une catastrophe, une destruction de choses matérielles comme d'autres choses. Nous n'avons pas eu beaucoup de ces destructions au Canada. La reconstruction comme elle s'applique en Belgique, dans le nord de la France, en Serbie, en Roumanie et dans d'autres pays d'Europe est bien différente de ce qu'elle est réellement au Canada mais, bien que le Canada d'aujourd'hui soit totalement différent de notre Canada d'il y a quatre ans, nous avons aussi nos problèmes de reconstruction, et, pour réduire la chose à sa plus simple expression, je crois pouvoir mieux l'exprimer de la manière suivante: A cause de la guerre notre peuple pense aujourd'hui d'une manière différente qu'il pensait il y a quatre ans. Il y a plus d'indépendance de pensée au Canada. Dans notre pays, le cœur et l'âme du peuple ont été touchés comme ils ne l'avaient jamais été auparavant.

Je veux que vous compreniez bien ceci comme je désire que tout le peuple du pays le comprenne. Vous savez qu'il existe beaucoup de personnes qui croient que nous allons tout simplement retourner aux choses d'avant guerre, que nous allons tout simplement revenir aux mêmes routines et aux mêmes principes. Ce n'est pas vrai. C'est faux. Non, notre peuple s'est enfin éveillé à l'idée qu'il devait s'intéresser aux choses du pays, aux affaires publiques du pays. Autrefois, comme vous le savez, notre peuple s'intéressait aux affaires publiques quelques jours avant les élections et, je puis ajouter quelque chose d'aussi vrai—même à l'époque des élections, un grand nombre de personnes ne se servaient ni de leur jugement ni de leur raison. Ils suivaient simplement les idéals d'un parti politique. Aujourd'hui, le peuple canadien n'est plus d'humeur à agir ainsi. Beaucoup de gens, un grand nombre de gens, ont une notion tout à fait différente des choses. Beaucoup croient qu'il suffit de battre la grosse caisse pour voir leurs fidèles servants se grouper autour d'eux comme jadis. Cela ne peut se faire; cela ne se fera pas. Le peuple canadien a l'intention d'accomplir autre chose et, prenez-en ma parole, quand le moment sera venu, quand le peuple du pays aura l'occasion de décider quelle sorte de gouvernement convient à ce pays, quel genre de politique ce pays devra adopter, le peuple saura penser, saura se servir de sa raison et il s'en servira comme jamais auparavant il ne l'a fait.

Au Canada beaucoup de nos problèmes de reconstruction existent depuis trop longtemps. En ce qui regarde le système notre pays est demeuré plus ou moins arriéré. Notre politique nationale n'a pas été la politique du progrès, nous avons traîné en arrière et notre travail de reconstruction au pays consistera surtout à mettre en pratique divers moyens tendant au développement de ce pays comme à l'amélioration des conditions du peuple. Voilà ce que sont surtout nos problèmes de reconstruction, ces problèmes que nous devons embrasser, résoudre, et les systèmes que nous devons mettre en pratique aussitôt que possible. Beaucoup de gens se demandent si un soulèvement sérieux ne va pas se produire au Canada. Je dis franchement que je ne le crois pas. Je n'en crois rien. Nous n'aurons pas de tremblement de terre et, sauf peut-être dans certains endroits, nous n'aurons pas de Bolshévisme. La grande majorité de notre peuple est solide et pense sainement et nous allons traverser l'état de choses qui existe maintenant sans beaucoup de difficultés, avec moins de difficultés, j'en suis certain, que beaucoup d'autres pays du monde. Cependant, je ne veux pas dire par là que nous n'aurons pas nos inquiétudes et que nous n'aurons pas de troubles. Ce n'est pas du tout cela que je veux dire. Ce que je veux dire c'est que le peuple canadien est constitué de telle manière que, à quelque point de vue qu'on se place, une chose comme le Bolshévisme ne peut s'implanter et se développer librement dans notre pays. Mais, c'est à vous, hommes d'affaires, qu'il incombe d'empêcher cette implantation et ce développement. Vous avez à y voir; c'est votre tâche et votre devoir et vous avez votre rôle à jouer dans le problème. Si le gouvernement fédéral, les autres gouvernements, les diverses organisations, les hommes d'affaires et le peuple de ce pays ne font pas leur part vers la solution des problèmes dont nous devons nous occuper, il y aura pour nous un danger de voir des choses plus graves que le mécontentement et nous verrons des troubles très sérieux se produire dans notre Canada.

Mais, comme votre président l'a laissé entendre, je viens ici surtout pour discuter avec vous le travail d'un comité nouveau créé à Ottawa, peu après la signature de l'armistice. Je veux dire le Comité de rapatriement et de placement du Conseil privé. Laissez-moi vous expliquer succinctement le problème immédiat qu'il nous faut affronter. Nous avons levé une armée d'environ 450,000 hommes, et même davantage. Plusieurs d'entre eux ont été rapatriés. On estime à 250,000 le nombre des hommes que nous avons maintenant outre-mer, et que de plus nous avons quelque 2,600 munitionnaires qui sont passés en

Grande-Bretagne pour aider au travail des usines insulaires. Outre cela nous avons un nombre estimé de 50,000 dépendants en Grande-Bretagne, c'est-à-dire des épouses de soldats et leurs familles. Nous avons rapatrié environ 22,000 dépendants. Nos soldats se sont mariés là-bas si vite, et les enfants sont venus si rapidement qu'il se trouve maintenant d'après les meilleurs estimations 50,000 dépendants, ce qui fait un total de 300,000 Canadiens à rapatrier; et l'on suppose qu'il est impossible d'en ramener plus de 30,000 par mois. Bon nombre de nos gens sont enclins à se plaindre de cela. Nos divers départements, et surtout le ministère de la Milice à Ottawa, sont bonnement inondés de requêtes demandant le rapatriement des gens. Chacun veut revenir le premier ou faire revenir en premier lieu ses propres parents. C'est tout simplement impossible. L'allure du retour de nos soldats et de leurs dépendants est surtout déterminée par deux facteurs, la navigation et le chemin de fer. Autant qu'il s'agit du transport maritime, il est possible que nous puissions ramener plus de 30,000 de nos gens par mois, mais quant aux chemins de fer, le problème a été étudié à fond, et nous savons que comme question de fait il est impossible, absolument impossible, que nos chemins de fer du Canada, avec l'outillage qu'ils possèdent, puissent transporter plus de 30,000 personnes par mois. Cela signifie simplement que malgré le mécontentement et toutes les criaileries imaginables, il se passera au moins dix mois avant que nous puissions rapatrier tout le monde. Naturellement le rapatriement de ces gens est une affaire peu importante en elle-même. Les arrangements ont été assez bien poussés sur ce point. On a prévu le mouvement aussi expéditif que possible de ces effectifs. Si j'en avais le temps, j'entrerais dans les détails, mais je ne prendrai pas vos instants pour vous expliquer cet aspect de la question. Laissez-moi simplement vous assurer de ceci: chaque détail est parfaitement prévu quant aux arrangements à faire outre-mer, au rassemblement des gens, à leur embarquement, à leur transport, à leur débarquement, aux soins qu'ils réclament dans les ports, et enfin à leur transport ferroviaire. Il y a encore lieu de se plaindre. Il se produit des choses qui ne devraient pas se produire. Rappelez-vous qu'il y a un bon nombre de gens qui s'occupent de ce problème, mais je veux vous assurer d'une chose, c'est que du chef des organisations de transport proprement dit, on surveille tous les aspects possible, de jour en jour; on les étudie, on les améliore, et l'on espère que le mécanisme entier fonctionnera parfaitement et qu'il y aura dans l'avenir peu de raisons de se plaindre.

Or, comme je vous le dis, c'est là un faible aspect du problème du rapatriement. L'important se trouve dans ce que nous ferons de tout ce monde quand il sera rapatrié. Je parle surtout de nos soldats, et ils doivent être ramenés. Que signifie ce mot dans son essence? Il signifie que nous devons faire tous les efforts possibles pour rendre ces soldats à la vie civile, les rendre de façon qu'ils soient des citoyens utiles; que les conditions de vie de chaque soldat soient au moins égales sinon supérieures à ce qu'elles étaient auparavant. Voilà notre problème, et ce n'est pas un problème facile. Des particuliers se demandent si le gouvernement est prêt. Plusieurs croient que rien n'a été fait, que le chaos existe à Ottawa, simplement, que nous sommes tout à fait impréparés, que nous n'avons donné ni pensée ni attention au problème. Or tout cela est faux. Je dis que c'est absolument faux. Comme question de fait le gouvernement, par ses divers départements et fonctionnaires supérieurs, a donné beaucoup de temps et d'étude aux aspects de la question, et l'on a fait de forts progrès. J'en indique quelques-uns.

Le problème n'est pas neuf. Nous sommes en guerre depuis quatre ans. Le problème est dans nos livres depuis quelque temps. Nous avons ramené, soigné et rendu à la vie civile plusieurs milliers d'hommes, de sorte que le rapatriement n'est qu'une continuation, sur une échelle plus grande, du travail que nous faisons déjà antérieurement. Qu'a-t-on fait dans ce sens? D'abord, en tant qu'il s'agit de démobilisation, nous avons peu de difficultés à vaincre lorsque nos hommes revenaient en petits effectifs. Le ministère de la Milice avait soigneusement prévu tous les plans de démobilisation de l'armée pour l'après-

guerre. On avait étudié la question. Des fonctionnaires furent en Europe, des fonctionnaires vraiment efficaces furent en Europe, en Grande-Bretagne, et rencontrèrent les meilleurs fonctionnaires des gouvernements d'outre-mer, et étudièrent tout le problème dans ses détails les plus intimes. Puis vint l'armistice, et la démobilisation se présenta, déjouant dans une nuit tous nos plans. Il nous fallut abandonner en bonne partie tous les projets que nous avions lancés, et il fallut les abandonner parce que les soldats ne voulaient pas revenir au pays de la façon dont on avait préparé leur retour. Je n'entre pas dans le détail. Je ne les blâme pas du tout. Mais il résulta de ceci qu'il nous fallut nous mettre à l'œuvre—et ce n'était pas facile—et produire de nouveaux moyens d'entreprendre le rappel des troupes. Ces plans sont virtuellement terminés. Le général Mewburn m'a promis que tous les détails du plan nouveau étaient pratiquement arrêtés et que tout fonctionnerait sous peu, et avec succès j'en suis très sûr. Je dis simplement ceci pour vous démontrer que du chef du problème en question il est possible que tous vos plans, quelle que soit la prudence de leur préparation, soient contre-carrés en une nuit parce que des circonstances nouvelles se produisent qui rendent leur exécution impossible. J'ai fréquemment constaté ceci non seulement dans les problèmes actuels mais dans d'autres, et aussi bien dans les œuvres de guerre que dans les œuvres de paix. Nous avons peu de chose pour nous guider. Nous n'avons pas eu d'expérience en fait de démobilisation. Il vous faut affronter les conjonctures telles qu'elles se présentent journellement, et vous ignorez d'où peut surgir un état de choses qui renversera tous vos projets. Dans les temps ordinaires, il est très facile de diriger le travail du gouvernement, car il y a des précédents qui servent de guides, mais dans des époques comme celle d'aujourd'hui, tout est nouveau, et il faut exercer votre meilleur jugement si vous voulez maîtriser toutes les situations qui se présentent. Or voilà un problème qu'on a traité.

En voici un autre, et il comporte une question qui a été soulevée dans notre pays, la question de colonisation par les soldats. Vous savez l'étrange opinion entretenue par certaines gens, du chef de cette question et de tant d'autres parallèles. Mais c'est aussi facile que rouler une buche! Chacun dans la rue a une solution. N'importe qui dans la rue pourrait résoudre un problème comme celui-là ou tout autre problème difficileux bien plus vivement que ce piètre et vieux gouvernement d'Ottawa. Apparemment, le gouvernement d'Ottawa est mort et inactif, ignore comment faire quoi que ce soit, et les sauveurs de la rue vous disent: "Donnez-moi une chance, seulement, et je réglerai promptement tout cela." Seulement, laissez-moi vous dire qu'il n'est pas de problème plus ardu, dans un sens, que celui des établissements des soldats, parmi les questions qu'il nous faut entreprendre dans notre pays. C'est une tâche énorme qui exige des sommes énormes. Rappelez-vous qu'il y a des conditions variables. Il y a toutes sortes de difficultés de terrain; toutes sortes de terres, toutes sortes de prix; il y a des genres variés de culture selon les provinces. Dans certains cas le gouvernement fédéral possède les terres, et ailleurs ce sont les provinces. Des provinces acceptent telles conditions et d'autres non, et ainsi de suite. Il y a une couple d'années le gouvernement du jour décidait de suivre un programme colonisateur comportant la concession de terres fédérales aux soldats. De fait ces terres n'existaient que dans trois provinces, le Manitoba, la Saskatchewan et l'Alberta—on pourrait dire deux provinces, la Saskatchewan et l'Alberta, car il ne reste presque plus de terre en disponibilité au Manitoba, pour la colonisation. On avait décidé cela, en tant qu'il s'agissait de donner aux soldats le droit de s'établir sur les terres fédérales de la couronne, avec promesse d'aide jusqu'à concurrence de \$2,500. De plus on citait comme principe que si un soldat voulait s'établir lui-même sur une terre anciennement détenue, ou sur sa propre terre, ou sur une terre provinciale de la couronne, le gouvernement fédéral lui avancerait un prêt de \$2,500. Ce principe était posé il y a un an et demi ou deux ans. Il subsiste encore.

[Suite à la page 3.]